

4. Les gouvernements devraient reconnaître que les politiques nationales ont souvent des effets considérables sur les relations économiques et commerciales à l'échelle internationale.

5. Dans toute la mesure du possible, les gouvernements devraient s'assurer que lorsqu'ils interviennent pour protéger les intérêts nationaux contre la concurrence étrangère, les mesures qu'ils adoptent sont acceptables sur le plan international, temporaires et capables de se résorber elles-mêmes.

6. Enfin, les gouvernements devraient collaborer pour mettre en place de meilleurs mécanismes de règlement des différends relatifs aux conséquences externes de leurs politiques économiques nationales et à l'exercice extra-territorial de compétences internes.

Les gouvernements sont tentés d'ignorer l'interdépendance, en espérant peut-être qu'il s'agit d'un phénomène passager. Mais si nous ne nous adaptons pas à l'évolution de nos structures économiques, et si nous n'ajustons pas notre philosophie et nos institutions de manière à faciliter la coopération internationale, nous risquons de découvrir un beau matin que le système économique multilatéral s'est désintégré et que nous avons été pris de vitesse par la réalité.

Ce système a vu le jour à l'époque de la suprématie américaine. C'est le leadership des États-Unis qui a présidé à sa création et à son succès. Paradoxalement, même lorsque leur prépondérance économique a décliné, les États-Unis ont continué de jouer un rôle déterminant dans le développement du système. Car sans le leadership des pays industrialisés, et surtout des États-Unis, le système pourrait tomber dans l'anarchie ou dans l'oligarchie. Et les tendances à l'unilatéralisme et à la neutralité pourraient avoir une influence néfaste sur l'alliance des démocraties.

Un tel scénario aurait des effets incalculables tant sur la sécurité de l'Est et de l'Ouest que sur la prospérité du Nord et du Sud. Le Canada serait inexorablement attiré dans l'orbite américaine. L'ironie de tout cela, pour le Canada, c'est que pour préserver notre indépendance politique, nous devons reconnaître notre interdépendance économique et travailler à sauvegarder l'intégrité et le dynamisme du système économique multilatéral.